

De Séoul à Pyongyang

idées reçues sur les deux Corées

Pascal Dayez-Burgeon
Kim Joo-no

2^e édition revue et augmentée



Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. Les auteur-e-s les prennent pour point de départ et apportent ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Introduction	11
-------------------------------	----

Un pays, deux États

« La division de la Corée est due à la Guerre froide. »	23
« La Corée du Nord est communiste et la Corée du Sud capitaliste. »	33
« La Corée du Nord est aux abois. »	43
« La Corée du Nord est un État voyou. »	55
« Tous les Coréens rêvent à la réunification. »	65
« La solution pour la Corée, c'est une réunification à l'allemande. »	73

Le Sud, une *success story*

« Il y a un miracle économique sud-coréen. »	83
« La Corée du Sud est un protectorat américain. »	93
« Les Coréens sont confucéens. »	103
« Les Coréens sont dynamiques. »	111
« Les Coréens sacrifient tout pour leurs études. »	119
« Les Coréens sont les champions des nouvelles technologies. »	129

Au pays du matin calme

- « Les Coréens sont très différents de nous. »139
- « La Corée est un peu chinoise
et un peu japonaise. »149
- « En Corée du Sud, tout se passe à Séoul. »159
- « Tous les Coréens s'appellent Kim. »173
- « La société coréenne est dominée
par les hommes. »181
- « Le cinéma coréen est à la mode. »187

Conclusion201

Annexe

- Pour aller plus loin205

« La Corée du Nord est un État voyou. »

La Corée du Nord est un régime qui se dote de missiles et d'armes de destruction massive tout en affamant ses citoyens. Ce type d'état et leurs alliés constituent un axe du mal qui menace la paix du monde.

George W. Bush, discours sur l'état de l'Union, 29 janvier 2002

La Corée du Nord n'a pas bonne presse. Ses provocations défrayent la chronique : défilés belliqueux, incidents de frontière qui sont autant de prétextes guerriers, menace nucléaire. L'émouvant témoignage des rares survivants qui ont échappé aux camps de prisonniers se multiplie : ils font penser au régime nazi. Pour les caricaturistes, les auteurs de politique fiction ou les scénaristes de jeux vidéo, Kim Jong-un n'a rien à envier à son père qui passait en son temps pour un docteur Folamour de chair et d'os, sanguinaire, grotesque et fou.

Cette réputation exécrationnelle, le Nord ne l'a pas volée. Les Kim ne se sont jamais embarrassés de considérations chevaleresques. Pour eux la fin a toujours justifié les moyens. La question a longtemps été controversée, mais tous les historiens l'ont désormais admis : en juin 1950, c'est bien le Nord qui a déclenché la guerre de Corée en envahissant le Sud, convaincu par la malencontreuse déclaration du secrétaire d'État Dean Acheson (12 janvier) que les États-Unis n'interviendraient pas.

L'armistice ayant déjoué ses plans, Kim Il-sung s'employa alors à déstabiliser le Sud pour pouvoir s'en emparer sans combattre. Les provocations le

long de la zone démilitarisée (DMZ) ne suffisant pas (tunnels d'invasion, tentatives d'infiltration estimées à 5000, kidnappings de Sud-Coréens), il a eu recours aux grands moyens. On retiendra la tentative d'assassinat du général Park Chung-hee par un commando suicide qui parvint à se glisser jusqu'à la Maison bleue, au cœur de Séoul (janvier 1968), l'attentat à la bombe de Rangoon qui décima la délégation sud-coréenne en visite officielle en Birmanie mais manqua le président Chun Doo-hwan (novembre 1983), ou encore le sabotage du vol Korean Air Bagdad-Séoul 858 (novembre 1987), destiné à empêcher la tenue des Jeux olympiques.

Après quelques années d'accalmie, les incidents ont repris, attestant que ni Kim Jong-il ni Kim Jong-un n'ont rompu avec la ligne terroriste de leur prédécesseur. En avril 2010, deux agents nord-coréens infiltrés au Sud ont tenté d'assassiner Hwang Jang-yop, l'idéologue du juché qui, disgracié par Kim Jong-il, avait fait défection à Séoul en 1997. En mars suivant, la corvette sud-coréenne Cheonan est torpillée par un sous-marin nord-coréen, causant la mort de 46 membres d'équipage. Puis, en novembre, l'artillerie nord-coréenne bombarde l'île de Yeonpyeong, dans la baie d'Incheon.

En outre, comme si ces provocations ne suffisaient pas, Pyongyang nourrit depuis des décennies des ambitions atomiques qui représentent une menace pour la paix mondiale. Prise la main dans le sac alors qu'elle avait pourtant signé le traité de non-prolifération nucléaire (1985), la Corée du Nord avait accepté de renoncer au nucléaire militaire pour éviter une crise avec les États-Unis (accord d'octobre 1993 négocié par l'ancien président Jimmy Carter). Mais il ne s'agissait que d'une renonciation de façade dont les États-Unis finissent par s'apercevoir.

Nouvelle crise, nouvelles négociations, cette fois avec la Chine, la Corée du Sud et la Russie (pourparlers à Six, d'août 2003 à septembre 2005) et nouvelles promesses nord-coréennes (septembre 2005). Mais le 9 octobre 2006, Pyongyang réussit son premier essai nucléaire souterrain à Kilchu, dans le nord-est du pays. En février suivant, Kim Jong-il promet de s'en tenir là. Mais en mai 2009, il réitère avec un nouvel essai. À l'avènement de son successeur, on espère que Pyongyang se montrera plus raisonnable. C'est le contraire qui se produit. Malgré les sanctions économiques de plus en plus draconiennes que les Nations unies infligent à son pays, Kim Jong-un multiplie les essais, chaque fois plus puissants et plus sophistiqués. Pour l'opinion internationale, la cause est entendue : la Corée n'a pas de parole.

Pour couronner le tout, on sait désormais que pour contourner le blocus, le régime ne recule devant aucun expédient pour se procurer des devises. Par le biais d'organisations mafieuses comme la Zokwang Trading, une société d'import-export, ou la Division 39, une mystérieuse officine chargée de gérer les intérêts de la dynastie Kim, le Nord se livrerait à la contrebande d'armes via Dubaï ou Cuba, au trafic de drogue via Macao et l'Asie du Sud-Est et même à l'impression de fausse monnaie. C'est à ce titre que depuis 2005, Washington a bloqué les avoirs que les dirigeants du régime détiennent à l'étranger et traquent sans relâche toute transaction financière avec la Corée du Nord. La leçon ne porte guère car le régime n'a pas le choix. Année après année, les révélations s'accumulent. La Corée du Nord est devenue un État mafieux.

Dénoncer ces méthodes de voyou n'empêche pas d'en comprendre la logique. Comme à l'époque

Peut-on dénucléariser la Corée du Nord ?

La course à l'atome à laquelle se livre la Corée du Nord inquiète d'autant plus l'opinion internationale que Pyongyang semble désormais toucher au but. Après six essais réussis à ce jour (9 octobre 2006, 25 mai 2009, 12 février 2013, 6 janvier 2016, 9 septembre 2016 et 3 septembre 2017), couplés à des tirs de missiles de plus en plus fréquents et de plus en plus précis qui permettent de frapper d'un continent à l'autre, la Corée du Nord dispose de l'expérience et du degré de sophistication technique nécessaire (puissance et miniaturisation) pour représenter une véritable capacité de réplique. En outre, en janvier 2003, la Corée a claqué la porte du traité de non-prolifération nucléaire auquel elle avait pourtant adhéré en 1985. En finir avec ce potentiel de nuisance apparaît donc comme une nécessité, à commencer pour la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis qui sont explicitement visés en cas de conflit.

Mais ce vœu pieux est-il réaliste ? Rien n'est moins sûr. D'abord parce que l'ambition nucléaire nord-coréenne répond à une logique idéologique qu'on aurait tort de minorer. Elle sert en effet à conforter la légitimité historique du clan Kim aux yeux de l'armée et d'une opinion dont le nationalisme a été chauffé à blanc par des décennies de propagande sans nuance. C'est l'atome qui a permis de vaincre l'occupant japonais et de libérer la Corée en 1945. C'est donc en maîtrisant l'atome que Pyongyang maintiendra l'indépendance de la Corée, fut-elle réduite au nord de la péninsule. Monarchie de fait, la Corée des Kim a en outre repris à son compte la mythologie des dynasties précédentes rattachant le souverain à Tangun, prince d'origine céleste qui aurait fondé le premier royaume coréen en 2333 avant Jésus-Christ. Kim Il-sung (pseudonyme qui signifie « étoile du jour », c'est-à-dire « soleil »), puis Kim Jong-il et Kim Jong-un après lui, ont usé et continué à abuser d'une mystique cosmique soulignant leur rôle d'intercesseurs entre le ciel et la terre. Missiles et bombe atomique représentent donc autant de symboles de légitimité politique auquel le

régime ne saurait renoncer sans abdiquer. Or la dynastie Kim est prête à tout, sauf à abdiquer.

Qui plus est, les excès du président Trump qui ne se gêne plus pour insulter Kim Jong-un, traité « d'enfant gâté » et de « rocket man », et a indiqué à la tribune des Nations unies qu'il était prêt à « détruire complètement la Corée du Nord » (septembre 2017) n'ont pas abouti aux résultats escomptés. Redoutant que ce jusqu'au-boutisme ne dégénère en conflit ouvert, la plupart des capitales plaident plutôt en faveur de la voie traditionnelle, celle des sanctions assorties de négociations. Même si les faucons à Tokyo et à Washington dénoncent un « nouveau Munich », certains experts n'hésitent plus à prôner un revirement diplomatique qui consisterait à reconnaître au Nord le statut de puissance nucléaire *de facto*, assorti de contreparties politiques (non-prolifération, paix avec le Sud) et humanitaires. En tout état de cause, ce sera à la Chine de trancher en s'associant ou non aux menaces américaines ou en faisant jouer ses propres moyens de pression sur la Corée du Nord.

où Kim Il-sung luttait contre les Japonais, le Nord demeure un État de partisans qui résiste encore et toujours à l'envahisseur, à ceci près que les États-Unis ont désormais succédé au Japon. À la guerre comme à la guerre, tous les moyens sont bons tant qu'ils servent la cause : trafic, rançon, chantage. C'est sous cet angle qu'il faut comprendre l'obsession atomique du régime. L'atome qui a d'abord servi de monnaie d'échange, chaque accord de démantèlement étant assorti de clauses économiques et politiques : livraison de pétrole et de nourriture, mise en place d'une filière nucléaire civile, reconnaissance *de facto* du régime.

Mais l'arme atomique constitue aussi un redoutable atout politique. Elle protège le territoire coréen en vertu de ce qu'on appelle la stratégie du faible

au fort. Mieux vaut ne pas s'attaquer à lui compte tenu du risque que représenteraient ses représailles. Toutes proportions gardées, la politique nucléaire de la France repose sur le même principe. Elle conduit aussi la communauté internationale à considérer le régime sous un autre angle. De fait, les essais de 2006 et de 2009 ont restauré le blason nord-coréen, sérieusement terni par deux décennies de revers économique. Le Nord en a profité pour relancer ses relations diplomatiques. Tous les membres de l'Union européenne ont noué des relations diplomatiques avec Pyongyang, à l'exception notable de la France qui préfère garder la carte de la reconnaissance dans son jeu. Il en va de même depuis l'avènement de Kim Jong-un qui a multiplié les essais nucléaires et balistiques : il inquiète mais il inspire aussi le respect.

Sans que cela n'exonère en rien la Corée du Nord de ses responsabilités, il ne faudrait pas perdre de vue que ses excès sont instrumentalisés. C'est largement le cas dans les médias occidentaux pour qui les provocations de la dynastie Kim sont pain bénit. Dépeint comme un Attila stalinien, un roi Ubu ivre de puissance, Kim Jong-un, ses éructations bellicistes et ses camps de concentration où il déporte en masse tous ceux qui ont le malheur de lui déplaire constituent autant de scoops garantis. Le pathos des formules consacrées, « goulag ermite », « pays du grand mensonge » prime en général sur l'analyse et conforte l'image d'État voyou.

En outre, à l'instar du Nord qui ressasse en permanence le souvenir de la colonisation japonaise ou le danger de la menace américaine pour justifier son régime, le Sud ne s'est jamais privé d'instrumentaliser la menace nord-coréenne pour mobiliser l'opinion. C'était systématiquement le cas au temps

de la dictature militaire, mais c'est encore le cas aujourd'hui. À chaque élection, dénoncent les progressistes, le parti conservateur fait souffler le « vent du Nord » pour attirer les indécis. Le président Lee Myung-bak n'y a pas manqué. En exploitant à fond le drame de la corvette Cheonan, il a remporté à l'arraché les élections locales du mois de juin 2010. Park Geun-hye a joué sur le même registre pour remporter la présidentielle de décembre 2012. Et depuis que les progressistes ont reconquis la présidence (mai 2017), les conservateurs les accusent de faire le jeu de Pyongyang.

La Corée du Nord constitue également un des thèmes de prédilection des mouvements réactionnaires et des lobbies fondamentalistes qui, à travers elle, dénoncent en fait le communisme mais surtout l'ensemble des idées progressistes qu'ils combattent. C'est la spécialité du protestantisme coréen, notamment de l'église pentecôtiste de Yeouido qui a fait de la dénonciation du Nord son cheval de bataille. Aussi cette question fait-elle aujourd'hui débat. Votée en décembre 1948, la loi de sécurité nationale est toujours en vigueur au Sud. Elle punit de sévères peines de prison toute prise de position en faveur du communisme ou de ses partisans et interdit aux Sud-Coréens tout contact avec des Nord-Coréens ou toute apologie en faveur de Pyongyang. Sous Park Chung-hee, opposants et démocrates étaient systématiquement pourchassés au nom de cette loi. À quoi sert-elle aujourd'hui et comment la concilier avec la liberté d'expression, notamment sur Internet ? Son abrogation n'est pourtant pas à l'ordre du jour.

Paradoxalement, le Nord instrumentalise lui aussi sa réputation de croquemitaine international. Quand le besoin s'en fait sentir, pour attirer les investisseurs, Pyongyang lance tout sourire des

invitations tous azimuts pour sa foire commerciale, son festival de cinéma ou le gigantesque festival de gymnastique et de danse Arirang, organisé en l'honneur de Kim Il-sung. En revanche, dans les moments de crise, pour accréditer ses capacités de nuisance, le régime surjoue sa partition d'État voyou. Par le truchement de Ri Chun-hee, la journaliste vedette de la Voix de la Corée, célèbre dans toute l'Asie pour ses trémolos va-t'en guerre, il menace régulièrement Séoul et maintenant Washington de noyer ses ennemis dans une « mer de feu ». En somme, même si elle s'en défend, il ne déplaît pas toujours à la Corée des Kim de passer pour un État voyou.